



Rexecode

# TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES PME

Baromètre trimestriel

Novembre 2019

**Focus**

**Les PME face aux enjeux climatiques et  
environnementaux**

# Principaux résultats

## Trésorerie

La trésorerie des PME a peu évolué au cours des 3 derniers mois et reste à un niveau jugé confortable, mais elle est attendue en nette dégradation au cours des prochains mois. Les PME sont aussi nombreuses à déclarer une amélioration de leur trésorerie qu'une dégradation au cours des 3 derniers mois, et seules 27% d'entre elles jugent difficile leur situation de trésorerie (contre 30% au 3<sup>e</sup> trimestre). La dégradation anticipée de la trésorerie future peut s'expliquer en partie par le contrecoup attendu après l'apport ponctuel de trésorerie associé en 2019 à la transformation du CICE en allègement pérenne de cotisations sociales.

## Investissement

L'investissement serait moins dynamique en 2019 selon les anticipations des dirigeants de PME. La part des PME qui ont investi ou envisagent de le faire cette année s'affiche en baisse (53% contre 56% il y a un an pour l'année 2018). En outre, le montant des dépenses d'investissement devrait un peu ralentir (-2 pts). Les besoins de renouvellement et/ou de modernisation des équipements constituent toujours le principal motif de ces dépenses. Le motif d'extension de capacités recule en revanche.

## Accès au crédit

La proportion de PME déclarant avoir recours aux concours bancaires pour financer leur exploitation courante (71%) ou leurs investissements (79%) est en baisse sur un an. **Les conditions d'accès au crédit restent aisées, dans un contexte de taux historiquement bas** : seules 18% des entreprises ont rencontré des difficultés pour financer leur exploitation courante, une proportion stable depuis un an, et 16% pour leurs investissements, proportion en légère hausse toutefois depuis 6 mois.

## Freins à la croissance

**Les difficultés de recrutement restent perçues comme le principal frein à l'activité des PME mais elles reculent un peu ce trimestre** (citées par 53% des dirigeants de PME contre 59% il y a 3 mois). À l'inverse, les contraintes de demande progressent. Les perspectives de demande dégradées sont un frein pour 31% des PME (contre 26% il y a 3 mois).

## Enjeux environnementaux

**47% des dirigeants de PME pensent que les changements climatiques et environnementaux affecteront le fonctionnement de leur entreprise d'ici cinq ans.** 45% d'entre eux anticipent un impact faible à nul et 8% ne se prononcent pas.

**Un peu moins des deux tiers des dirigeants n'ont pas mis en place d'action ou de stratégie pour s'adapter à ces changements.** Les principales raisons évoquées sont le manque de temps et l'absence d'alternative technologique (citées par respectivement 36% et 31% des chefs d'entreprise).

**Les 36 % de dirigeants qui ont mis en place des actions l'ont fait en premier lieu par sensibilité personnelle** (68%) mais aussi par volonté de valoriser l'image de leur entreprise (61%). Le type d'action le plus fréquemment cité porte sur la gestion des déchets.

**36% des dirigeants ont rencontré des obstacles lors de la mise en œuvre de ces actions,** les principaux étant le manque de temps (pour 44% d'entre eux), l'évolution de la réglementation ou les incertitudes sur son évolution future (37%) et le manque de moyens financiers pour mettre en place ces actions (36%).

# SOMMAIRE

**01.** Résultats de l'enquête

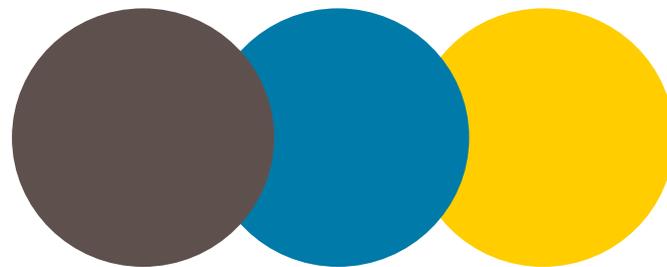
**02.** Focus - Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux

**03.** Méthodologie

**04.** Bpifrance Le Lab, Rexecode

**01.**

# Résultats de l'enquête

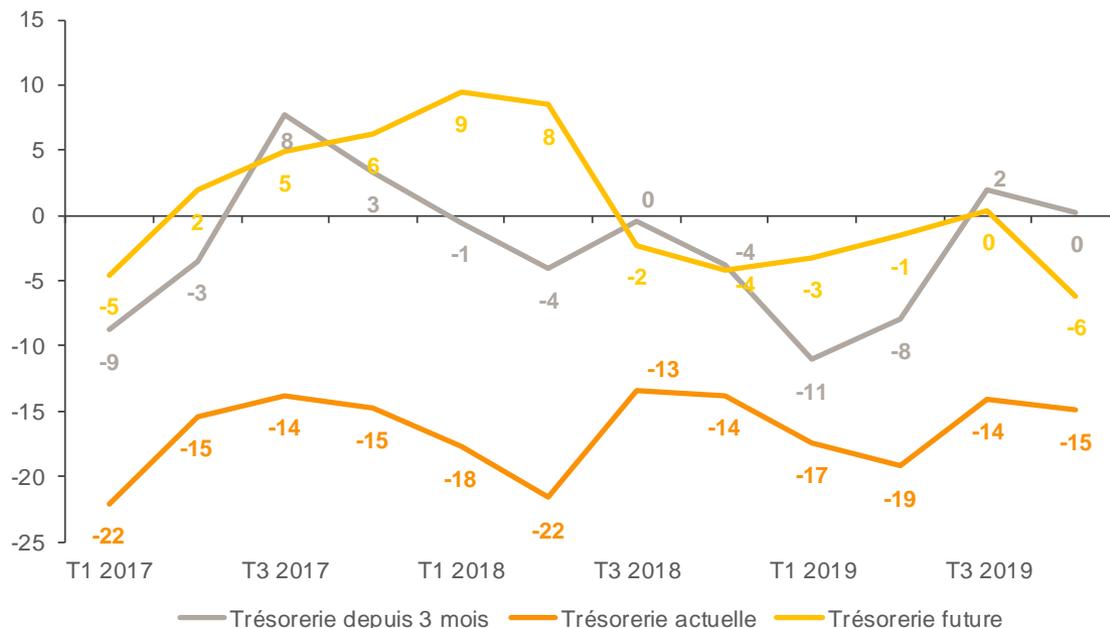


# Trésorerie



- Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est... ? en amélioration / stable / en dégradation
- Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle... ? aisée / normale / difficile
- Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera... ? en amélioration / stable / en dégradation

Solde d'opinion (%)



Base : Ensemble des répondants  
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

**La trésorerie des PME s'est quelque peu détériorée au cours des 3 derniers mois.** L'indicateur relatif à l'évolution de la trésorerie passée s'est légèrement dégradé (-2 pts) et ne confirme pas sa hausse significative du trimestre précédent.

Il reste à un niveau relativement élevé, supérieur à celui d'il y a un an, et ne témoigne pas de modification substantielle du jugement ou du niveau actuel de trésorerie. Ce dernier est quasi stable (-1 pt sur un trimestre) et proche du niveau observé un an auparavant.

**Toutefois, les perspectives d'évolution de la trésorerie au cours des 3 prochains mois se dégradent plus sensiblement (-6 pts).** Il s'agit du point le plus bas observé depuis la création du baromètre début 2017.

👉 Les entreprises ont bénéficié en 2019 à la fois du CICE\* dû au titre de la masse salariale 2018 et du nouvel allègement de cotisations sociales qui le remplace depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Cet apport ponctuel de trésorerie n'aura plus cours en 2020, ce qui peut expliquer en partie, couplé avec des perspectives d'activité moins allantes (voir infra), la dégradation des perspectives d'évolution de la trésorerie.

## 01. Résultats de l'enquête

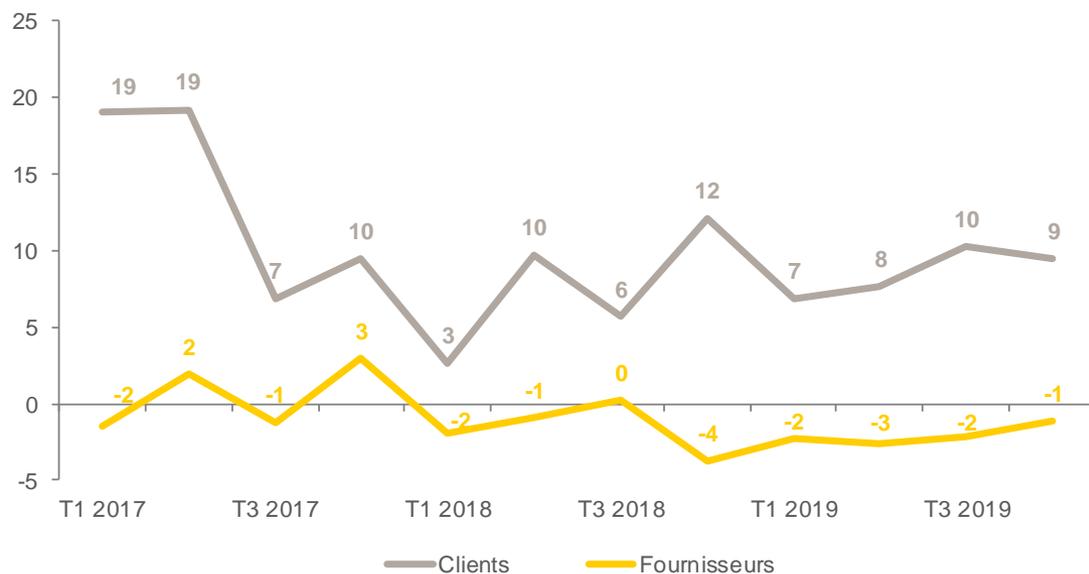
\*Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi

# Délais de paiement



- Les délais de paiement de vos clients sont-ils... ?
- Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils... ?  
en augmentation / stables / en recul

Solde d'opinion (%)



Au 4<sup>e</sup> trimestre 2019, les délais de paiement des clients se sont légèrement réduits par rapport au trimestre précédent et sur un an.

À l'inverse, les délais de paiements vis-à-vis des fournisseurs ont poursuivi leur tendance légèrement haussière entamé il y a un an.

👉 Le « solde commercial »\* subi par les PME s'est amélioré par rapport au trimestre précédent et surtout sur un an.

**Note de lecture** : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.

**Base** : Ensemble des répondants

**Source** : Bpifrance Le Lab / Rexecode

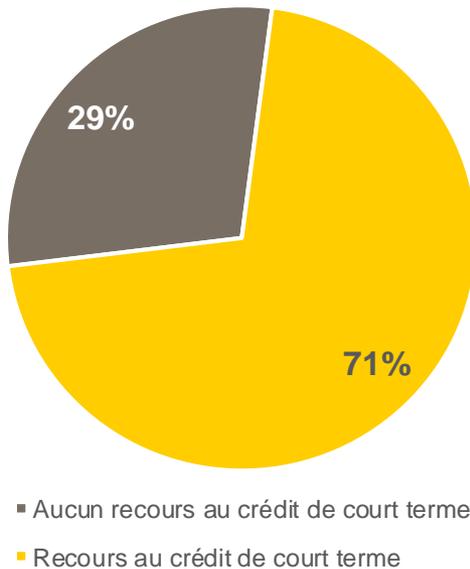
# Financement de l'exploitation courante



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

Au cours des 3 derniers mois, 71% des PME ont fait appel aux organismes de crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion en baisse par rapport au précédent baromètre (73%) et plus globalement sur un an (75% au T4 2018).

% des répondants

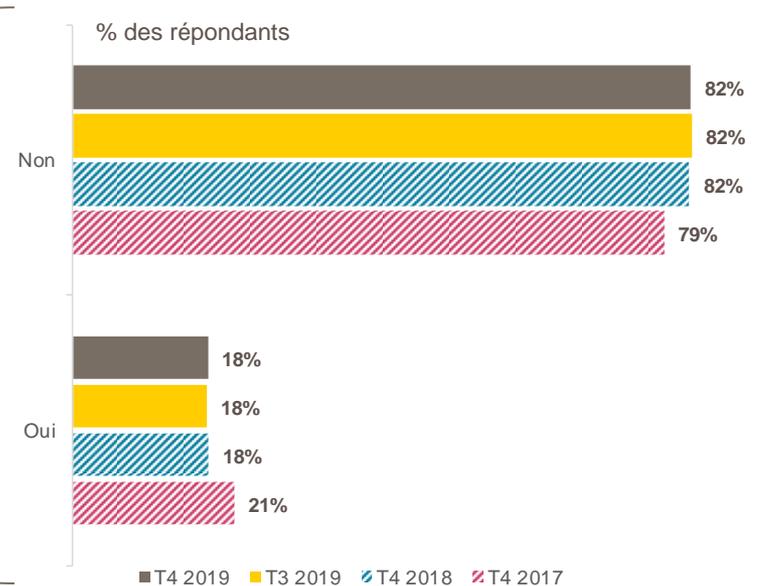


**Base :** Ensemble des répondants  
**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

## 01. Résultats de l'enquête

Parmi elles, seules 18% des entreprises déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion stable sur le trimestre et depuis un an.

👉 Si l'accès au crédit de trésorerie pour les entreprises reste très aisé, la dernière enquête de la Banque de France sur l'accès des entreprises au crédit signale un léger durcissement de l'accès des TPE/PME aux crédits de trésorerie au 3<sup>e</sup> trimestre 2019\*.



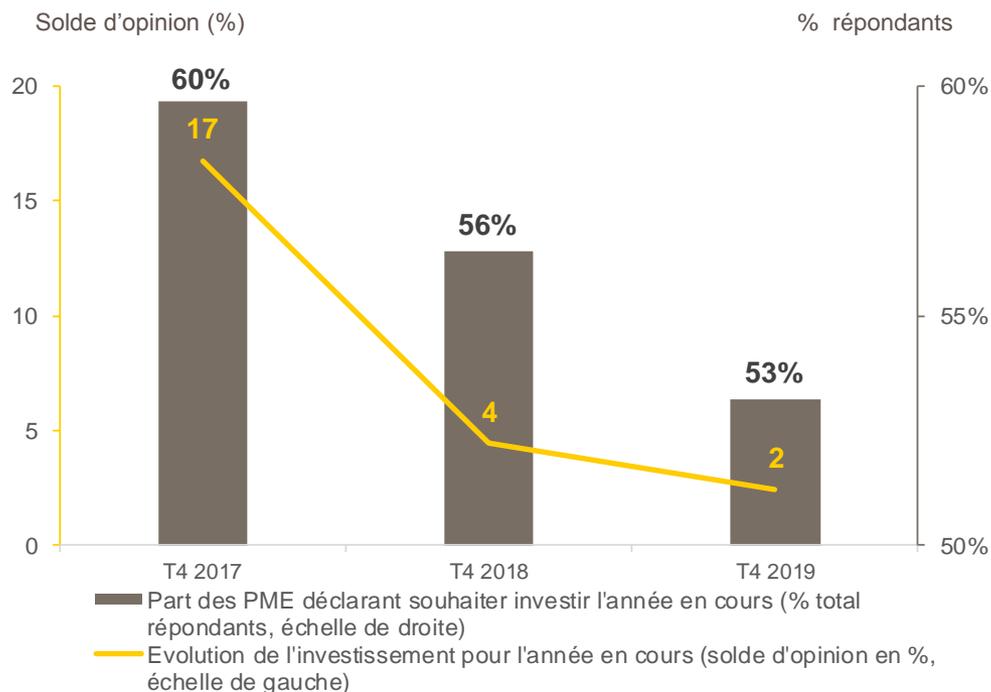
**Base :** Répondants ayant eu recours au crédit de court terme  
**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

\*Source: Banque de France, « [Accès des entreprises au crédit – T3 2019](#) », STAT INFO, octobre 2019

# Investissement (1/2)



- Comptez-vous investir cette année ? Oui / Non
- Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront... ? En hausse / Stables / En baisse



**Une courte majorité de chefs d'entreprise (53%) déclarent souhaiter investir en 2019.** Cette proportion est plus faible qu'au trimestre précédent (57%), et s'affiche en baisse par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre de l'année passée (pour l'année 2018 – 56%).

Fin 2019, les perspectives sur l'évolution des dépenses d'investissement sont un peu moins bien orientées que fin 2018 (l'indicateur en solde d'opinion recule de 2 points à +2).

📌 **Ces observations vont dans le sens d'un ralentissement de l'investissement des entreprises en 2019,** en cohérence avec les prévisions de l'Insee et dans un contexte où les perspectives d'activité sont un peu moins allantes\*.

**Base :** Ensemble des répondants  
**Source :** Bpifrance Le Lab / Rexecode

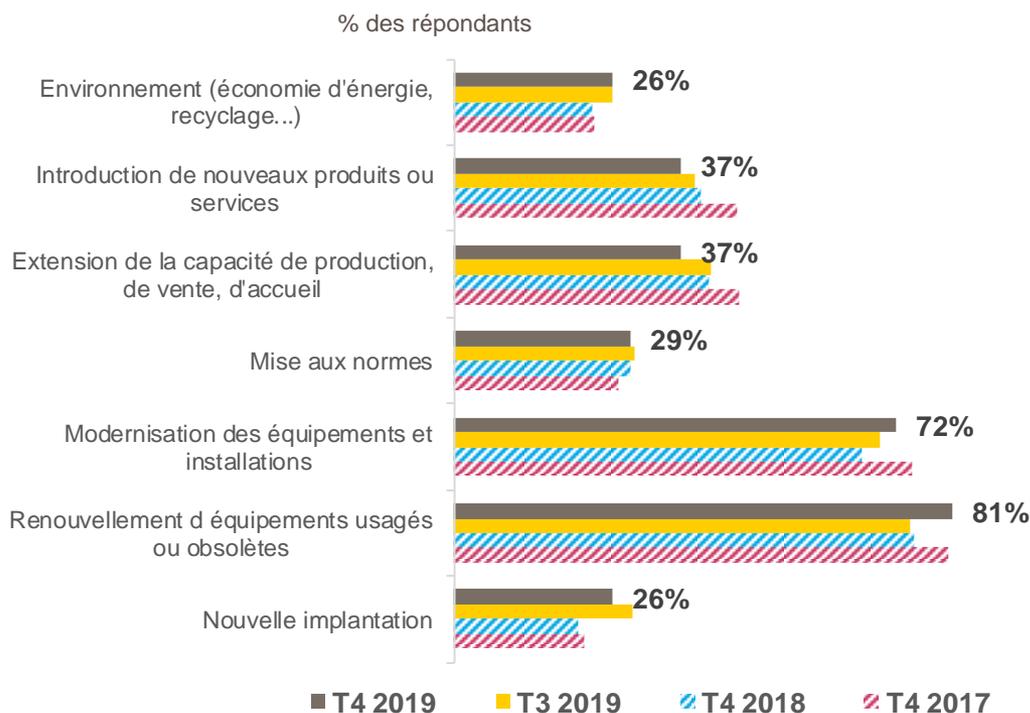
## 01. Résultats de l'enquête

\*Dans son **point de conjoncture d'octobre**, l'Insee anticipe une croissance du PIB français de +1,3% (après +1,7% en 2018) et une croissance des investissements des entreprises de +3,3% (après +3,9%) .

# Investissement (2/2)



- Si vous avez investi ou comptez le faire cette année, pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants déclarant investir en 2019

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

**Le renouvellement et/ou la modernisation des équipements et installations restent, de loin, les principales destinations de l'investissement des PME. Les chefs d'entreprise sont encore plus nombreux à investir pour ces motifs qu'au trimestre précédent** (respectivement cités par 81% et 72% des dirigeants déclarant investir, contre 74% et 70% au T3 2019).

En cohérence, les chefs d'entreprises déclarent avoir consacré ou envisagent de consacrer une part plus faible de leurs investissements à l'extension de la capacité de production, de vente et d'accueil (37% après 42%) et à l'introduction de nouveaux produits ou services (37% après 39%). Ces deux motifs se placent *ex aequo* en 3<sup>e</sup> position. Viennent ensuite les investissements consacrés à la mise aux normes (part stable à 29%).

La proportion de chefs d'entreprise qui comptent investir dans une nouvelle implantation est en baisse ce trimestre (26% après 29%) mais reste en hausse sur un an.

La part de l'investissement consacré à l'environnement, en progression sensible sur un an, reste stable ce trimestre (26%).

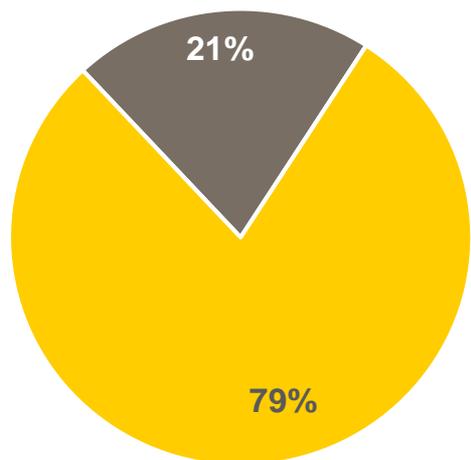
# Financement des investissements



- Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

79% des PME ayant l'intention d'investir au cours de l'année 2019 ou l'ayant déjà fait auraient recours au crédit pour financer leurs investissements, soit un peu moins qu'il y a un an (82%) et que lors du trimestre précédent (81%).

% des répondants



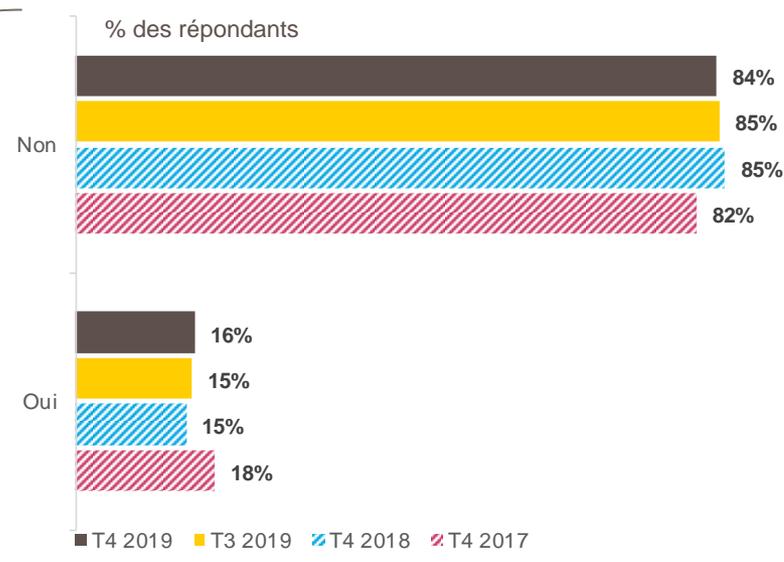
- Aucun recours au crédit d'investissement
- Recours au crédit d'investissement

Base : Répondants déclarant investir en 2019  
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi elles, 16% des entreprises signalent des difficultés pour financer leurs investissements, une proportion relativement faible mais en hausse d'1 point par rapport au trimestre précédent et de 2 points sur 6 mois.

👉 L'enquête confirme une facilité globale d'accès au crédit d'investissement pour les TPE/PME mais suggère une légère inflexion dans l'assouplissement des conditions d'octroi.

% des répondants



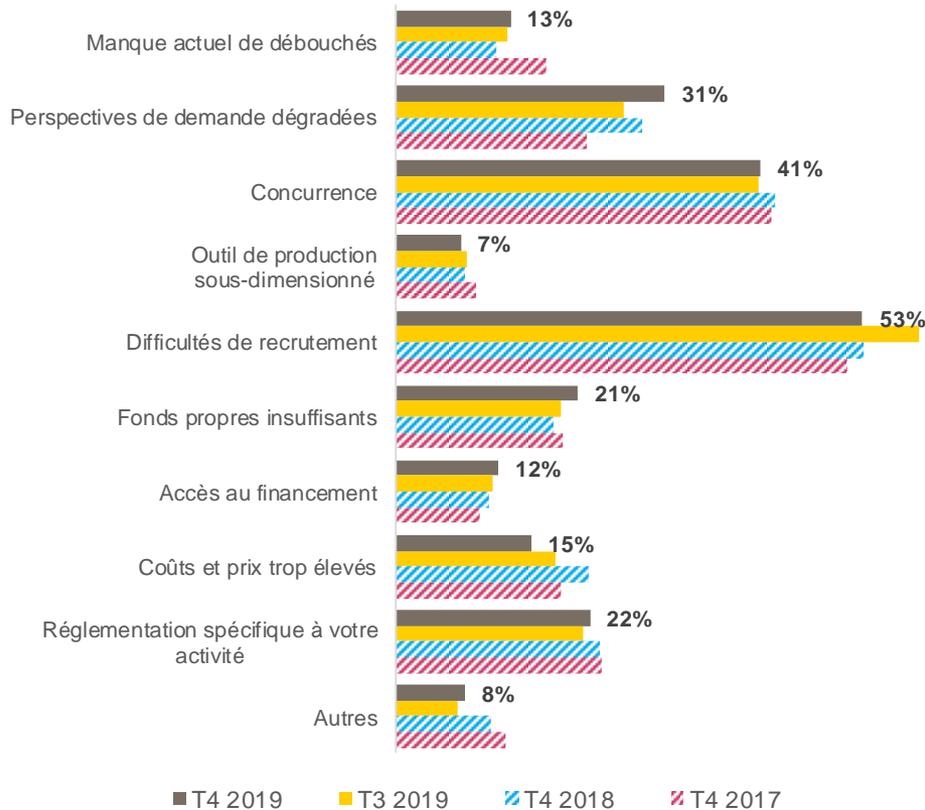
Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer ses investissements en 2019  
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

# Freins à la croissance



- Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?

% des répondants



Base : Ensemble des répondants

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

**Les difficultés de recrutement demeurent le principal frein à la croissance des PME, en recul toutefois par rapport au trimestre précédent** (frein cité par 53% des PME interrogées contre 59% au trimestre précédent, autant qu'un an plus tôt).

La concurrence reste le second frein cité par les entreprises (41%), jugée globalement stable.

**À l'inverse, les contraintes de demande sont nettement plus pesantes ce trimestre.** Les perspectives de demande dégradées représentent désormais un frein majeur pour 31% des dirigeants (contre 26% au trimestre précédent).

L'insuffisance de fonds propres et les difficultés d'accès au financement n'apparaissent qu'en second plan mais progressent ce trimestre, citées par respectivement 21% et 12% des PME.

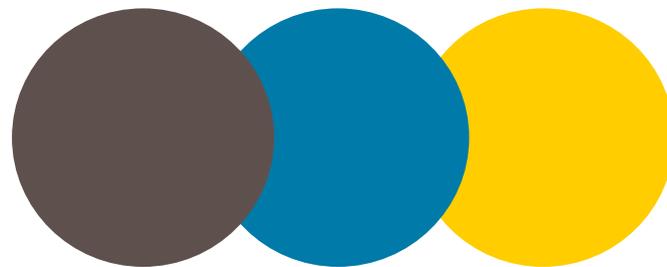
Les coûts et prix trop élevés semblent moins peser sur l'activité des PME depuis un an.

Les difficultés de recrutement semblent avoir atteint un pic à l'été. L'inflexion observée ce trimestre est cohérente avec une demande anticipée qui serait moins soutenue.

## 01. Résultats de l'enquête

**02.**

# **Focus - Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux**



# Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux

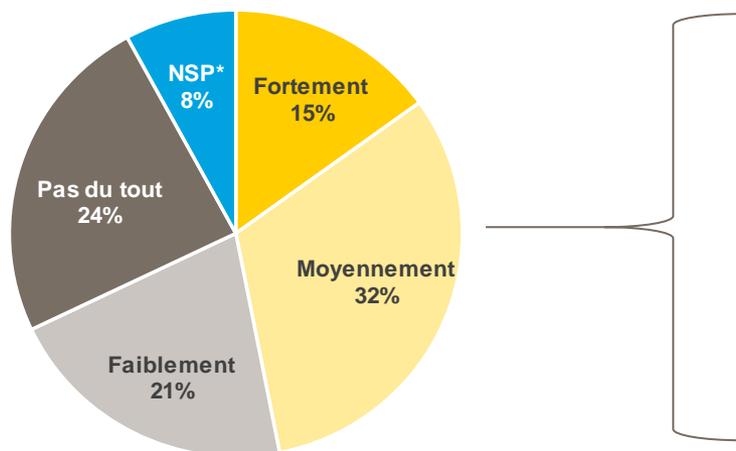


- **Question trimestrielle** : Pensez-vous que, d'ici cinq ans, les changements climatiques et environnementaux affecteront le fonctionnement de votre entreprise et sa performance / nécessiteront à celle-ci de s'adapter ?
- Si oui, quel impact anticipez-vous sur... ?

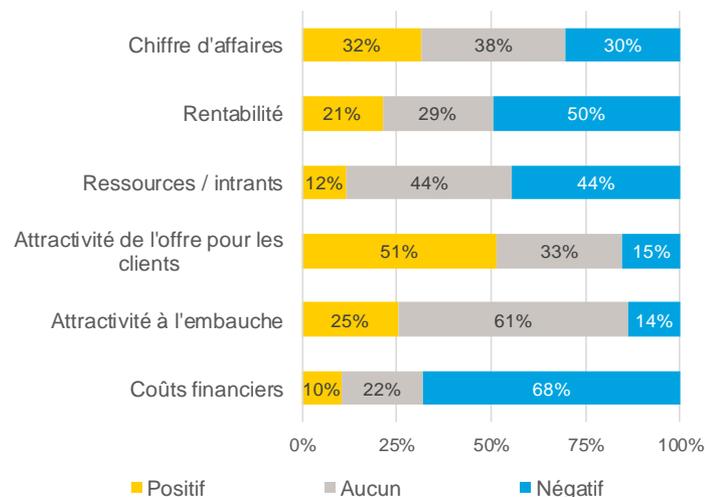
**47% des dirigeants ayant répondu au questionnaire pensent que les changements climatiques et environnementaux affecteront moyennement à fortement le fonctionnement de leur entreprise d'ici cinq ans.** Ces chefs d'entreprise s'attendent à un impact globalement négatif avant tout sur les coûts financiers (solde d'opinions à -58), mais également sur les ressources nécessaires à la production (-32) et sur la rentabilité de leur entreprise (-29).

En revanche, ils anticipent un impact plus souvent positif sur l'attractivité de leur entreprise, aussi bien vis-à-vis de leur clients (+36) qu'à l'embauche (+11). Sur le chiffre d'affaires, ils sont presque aussi nombreux à anticiper un impact positif que négatif (+2).

**45% des dirigeants interrogés anticipent un impact faible à nul de ces changements sur le fonctionnement de leur entreprise et 8% ne se prononcent pas.**



**Base** : Ensemble des PME  
**Source** : Bpifrance Le Lab / Rexecode



**Base** : PME anticipant un impact modéré à fort des changements climatiques et environnementaux sur le fonctionnement de leur entreprise dans les 5 ans à venir  
**Source** : Bpifrance Le Lab / Rexecode

## 02. Focus : Enjeux climatiques et environnementaux

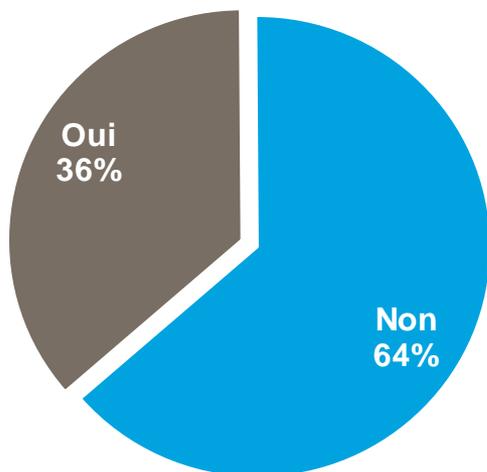
\*Ne se prononcent pas

# Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux



- Avez-vous déjà mis en place des actions ou une stratégie visant à vous adapter à ces impacts ?
- Si non, pour quelle(s) raison(s) ?

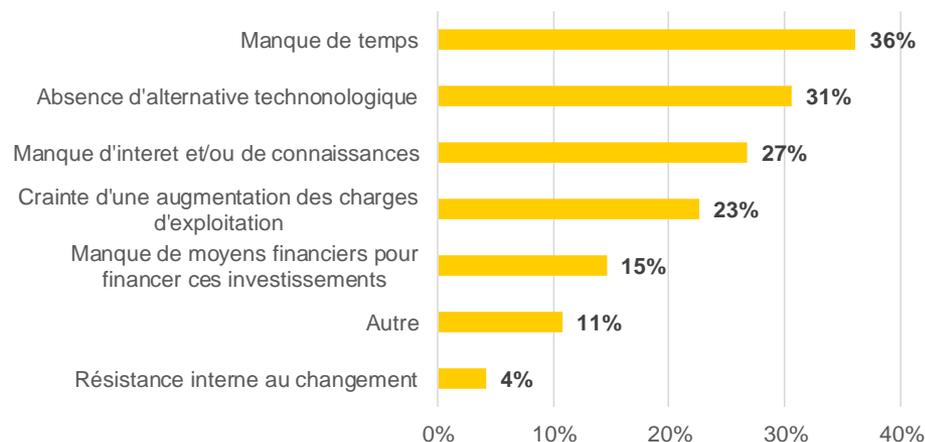
**36% des PME déclarent avoir mis en place des actions ou une stratégie visant à s'adapter à l'impact des changements climatiques et environnementaux.** Cette proportion monte à 44% chez les PME anticipant un impact modéré de ces changements sur leur entreprise et à 71% chez celles anticipant un impact fort (contre 25% pour celles anticipant un impact faible à nul).



Base : Ensemble des PME  
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

**64% des PME n'ont pas mis en place d'action ou de stratégie pour s'adapter à ces changements.** Le manque de temps est la principale raison avancée, citée par plus d'un tiers des dirigeants concernés (36%). Le manque d'intérêt et/ou de connaissances sur le sujet est également souvent avancé (27%). L'importance de ces deux facteurs suggère que la priorité accordée à cette problématique est relativement faible pour une majorité de PME.

**Le second motif mis en avant apparaît plus indépendant de la volonté du chef d'entreprise ; il s'agit de l'absence d'alternative technologique (31%).** La résistance interne au changement n'est pas vue comme un frein à ce type d'actions.



Base : PME n'ayant pas mis en place d'actions pour s'adapter  
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

# Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux



- Quels ont été les éléments déclencheurs et/ou les parties prenantes de votre entreprise qui ont incité à la mise en place de ces actions ?
- La mise en place d'une politique d'adaptation aux enjeux du changement climatique et de l'environnement est-elle avant tout pour vous... ?

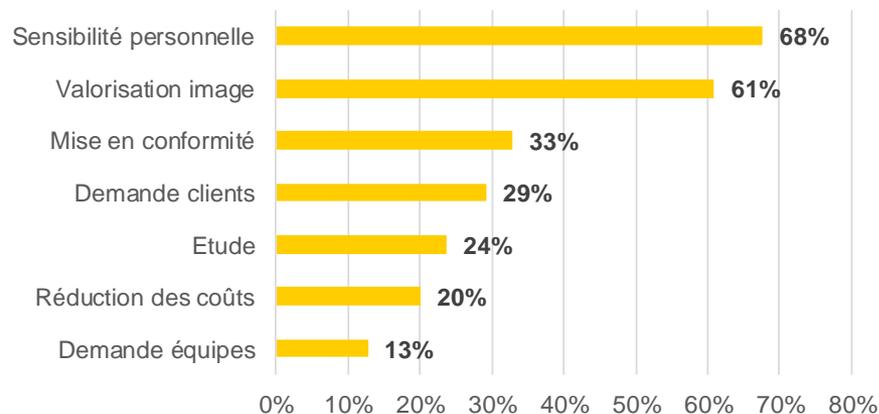
Les dirigeants qui ont mis en place des actions pour s'adapter aux changements climatiques et environnementaux l'ont fait en premier lieu par sensibilité personnelle (68%) mais aussi par volonté de valoriser l'image de leur entreprise (61%).

La mise en conformité a également été un élément déclencheur pour un tiers des PME.

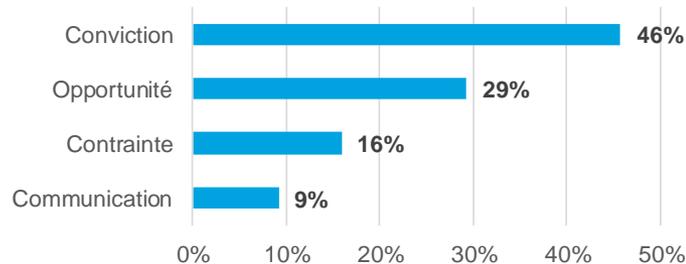
Les dirigeants sont également souvent encouragés à mettre en œuvre des actions par leurs clients (29%), moins souvent par leurs équipes (13%).

A noter que 20% des dirigeants ayant mis en place une stratégie d'adaptation aux changements climatiques et environnementaux l'ont fait dans un objectif de réduction des coûts pour leur entreprise.

En cohérence avec ces résultats, les dirigeants qui ont mis en place une politique d'adaptation aux enjeux du changement climatique et de l'environnement l'ont fait principalement par conviction (46%) puis par opportunité (29%). Seuls 16% des dirigeants déclarent l'avoir fait avant tout par contrainte.



Base : PME ayant mis en place des actions pour s'adapter  
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

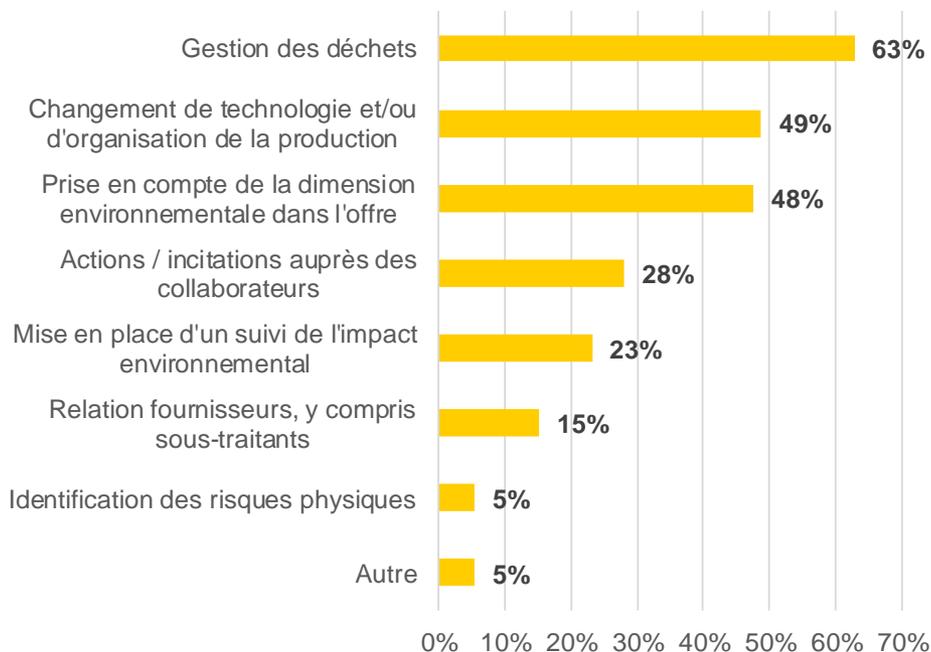


Base : PME ayant mis en place des actions pour s'adapter  
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

# Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux



- Sur quels aspects principaux portent vos actions d'adaptation aux enjeux du changement climatique et de l'environnement ?



Base : PME ayant mis en place d'actions pour s'adapter

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

**La gestion des déchets** (réemploi, valorisation des déchets, recyclage, collecte d'effluents, etc.) est le principal aspect sur lequel portent les actions d'adaptation des PME aux enjeux du changement climatique et de l'environnement (63%).

**La moitié des PME ont opéré des changements de technologie et/ou d'organisation de leur production** pour répondre à ces enjeux, **et une proportion similaire de PME ont adapté leur offre de produits ou services** pour mieux prendre en compte la dimension environnementale (produits plus sobres en consommation d'énergie ou en émissions de gaz à effet de serre, limitation des emballages, labels écologiques, etc.).

Dans 28% des cas, les dirigeants associent leurs collaborateurs à leur politique (réduction des mails, incitation à l'utilisation de transports publics ou de modes de transport économes en énergie, etc.).

Les mesures de suivi de l'impact environnemental et, plus fortement, d'identification des risques physiques (sécheresse, inondation) sur site, restent relativement peu utilisées (par respectivement 23% et 5% des PME).

# Les PME face aux enjeux climatiques et environnementaux



- Avez-vous rencontré ou rencontrez-vous des obstacles dans la mise en œuvre de ces actions ?
- Si oui, quels sont les principaux obstacles rencontrés ?

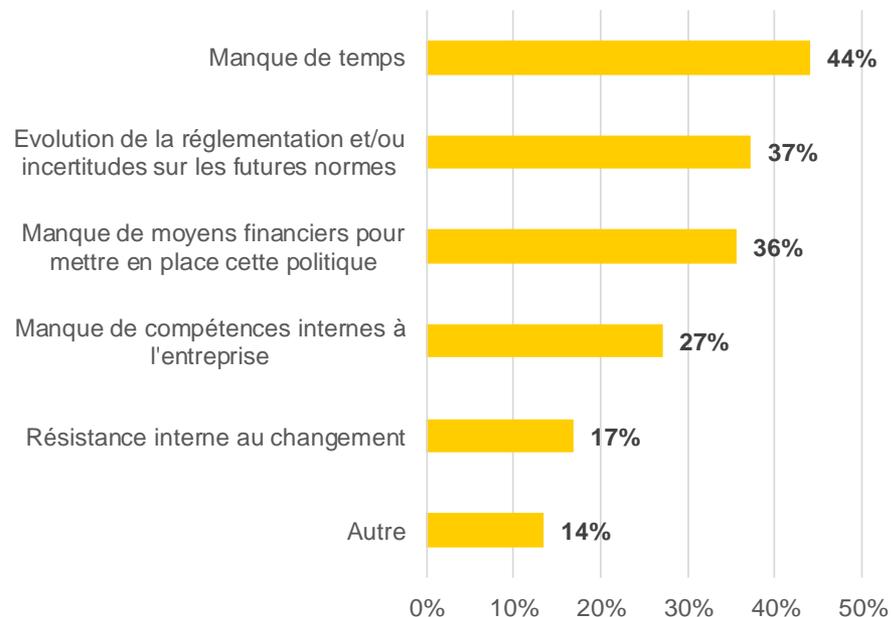
Les PME qui ont mis en place une politique d'adaptation aux enjeux climatiques et environnementaux l'ont fait assez facilement pour un peu moins des 2/3 d'entre elles. 36% déclarent toutefois rencontrer ou avoir rencontré des obstacles lors de la mise en œuvre d'une telle politique.

Le manque de temps est le principal obstacle avancé par les chefs d'entreprise (44%).

L'évolution de la réglementation et les incertitudes sur son évolution future sont également un frein majeur, cités par 37% des dirigeants interrogés, suivis de très près par le manque de moyens financiers pour mettre en place une telle politique (36%).

1/4 des PME déclarent également manquer de compétences en internes pour mettre en œuvre leur stratégie d'adaptation.

17% des PME ont fait face à une résistance au changement au sein de leurs équipes ou de leur organisation, ce qui souligne l'importance d'associer toutes les parties prenantes lors de la mise en place d'une telle politique.

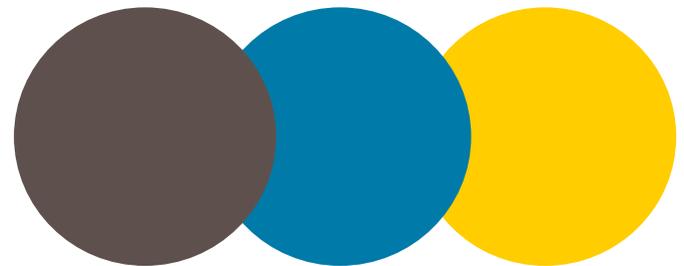


Base : PME ayant rencontré des obstacles dans la mise en œuvre d'actions d'adaptation aux changements climatiques et environnementaux

Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

**03.**

# **Méthodologie**



Interrogation par voie numérique de 1373 dirigeants de PME/TPE du 28 octobre au 6 novembre 2019.  
L'analyse porte sur les 455 premières réponses jugées complètes et fiables reçues.

Champ : PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire comporte **10 questions autour de trois axes**

Trésorerie, délais de paiement,  
financement court terme

Investissement, financement  
de l'investissement

Freins  
à la croissance

## Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

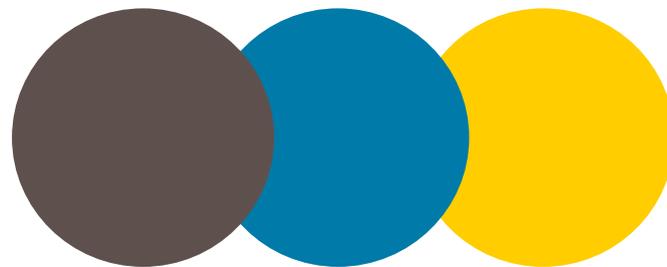
Indicateur en évolution =  $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$

Indicateur en niveau =  $[(x \% \text{ « bon / aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

**04.**

**Au sujet de...  
Bpifrance Le Lab et  
Rexecode**





# Rexecode

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise.

Bpifrance Le Lab est un agitateur d'idées pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprises, de la startup à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprises dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un conseil d'orientation composé de personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, Directeur général de Bpifrance.

Bpifrance Le Lab

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif.

Rexecode